

EN ROUTE VERS UN NOUVEAU PLAN DE LUTTE À LA PAUVRETÉ

Une consultation itinérante auprès de 400 lanaudoises et
lanaudoises... des constats et propositions pour lutter
adéquatement contre la pauvreté.

Août 2015



EN ROUTE VERS UN NOUVEAU PLAN DE LUTTE À LA PAUVRETÉ

*Les propositions des lanaudoises
et lanaudois*

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	3
Rappel du mandat.....	4
Méthodologie.....	5
INTRODUCTION	8
PARTIE 1 : LE LOGEMENT	9
PARTIE 2 : L’ALIMENTATION (OU SÉCURITÉ ALIMENTAIRE).....	11
PARTIE 3 : LE TRANSPORT.....	14
PARTIE 4 : L’ÉDUCATION.....	17
PARTIE 5 : LE REVENU	20
PARTIE 6 : SERVICES PUBLICS ET GOUVERNEMENTAUX.....	22
PARTIE 7 : COÛT DE LA VIE EN GÉNÉRAL	25
PARTIE 8 : LES PRÉJUGÉS	26
CONCLUSION	29
ANNEXES.....	30
GRILLE D’ANIMATION.....	31
Le FRAPRU constate une aggravation de la situation des locataires de la MRC des Moulins	33
Journée internationale pour l’élimination de la pauvreté.....	35
Les messages des participantEs... ..	36

Remerciements

CAP-L vous remercie...

Le Comité anti-pauvreté de Lanaudière (CAP-L) tient à remercier Lisette Falker, chargée de projet, qui, par son énergie et son audace, a permis la réalisation de cette consultation populaire d'envergure. CAP-L tient aussi à remercier le Collectif pour un Québec sans pauvreté qui a financé cette consultation itinérante. Gros merci aux membres du comité de suivi, soit Isabelle Rousseau, Marion Grimault et Robert Hénault pour leur soutien et bons conseils.

Merci aux « agents de liaison », organisateurs communautaires pour la plupart, et bon amis du communautaire pour les autres. Ces personnes ont mis notre chargée de projet en contact avec les tables de concertation et organismes communautaires prêts à la recevoir, ont recruté les participants et ont été d'un grand soutien.

Pour avoir fait une petite place à Lisette dans leur ordre du jour chargé, afin de lui permettre de s'entretenir avec les intervenants du communautaire, merci aux tables de concertation suivantes :

- Comité de développement social de Joliette ;
- Comité de développement social de D'Autray ;
- Table Solidarité/Pauvreté de L'Assomption ;
- Table Pauvreté Solidarité des Moulins ;

Pour avoir fait rencontrer des participants merveilleux et généreux de leur temps et commentaires, merci aux organismes suivants d'avoir accueilli Lisette, parfois même plus d'une fois, dans leurs locaux ou dans une salle spécialement réservée à cet effet :

- Le Groupe d'entraide En Toute Amitié à Berthierville ;
- Service d'entraide de St-Lin ;
- Action Populaire des Moulins ;
- La Joyeuse Marmite ;
- La Maison Populaire, le Crédil et Action Dignité ;
- La Maison de Parents de la Matawinie-Ouest et Solidarité sociale Rawdon ;

Merci aussi aux participants de la journée internationale de lutte contre la pauvreté du 17 octobre 2014 dans les pôles de Brandon et Lanoraie/Lavaltrie de la MRC de D'Autray qui, sans le savoir, alimenteront aussi ce document par leur participation aux animations qui s'y tenaient.

Un merci spécial aussi à Jimmy Vigneux, photographe, et Nicolas Fortier, notre « itinérant », pour l'utilisation de la photo qui a servi à l'élaboration de notre carte postale.

Lisette vous remercie...

À tous les participants, intervenants d'organismes communautaires et personnes en situation de pauvreté ou faible revenu, sachez que j'ai moi-même beaucoup appris et grandi à votre contact. Se confier, se livrer et parfois même se mettre à nu devant tous n'est pas toujours évident. J'ai admiré votre courage. Vous avez tous été d'une grande générosité avec moi et j'ose espérer que je transposerai fidèlement tout ce que vous m'avez dit dans ce rapport afin qu'il soit à la hauteur de vos attentes et qu'il puisse avoir les répercussions tant souhaitées.

Rappel du mandat

Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale du Québec prenait fin en mars 2015. À l'automne 2014, de bonnes sources nous informaient que le gouvernement travaillait à un plan d'action 2015-2020. On disait même qu'une consultation sur ce plan aurait lieu. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté, quant à lui, demandait au gouvernement « une commission parlementaire itinérante avec consultation générale ». Il se pouvait alors que notre région soit consultée sur le prochain plan.

Le Collectif anti-pauvreté de Lanaudière (CAP-L) souhaitait donc organiser une tournée d'une dizaine de groupes et tables de concertation de la région afin de recueillir leurs points de vue sur ce que devrait contenir le prochain plan d'action gouvernemental pour lutter efficacement contre la pauvreté. Le bilan de ces rencontres, en images et en textes, serait livré aux éluEs et à l'instance de consultation du gouvernement. Et s'il n'y a pas de consultation publique, il serait quand même acheminé au gouvernement et présenté à la Conférence régionale des Élus (CRÉ) Lanaudière, ou toute autre instance décisionnelle régionale. Avec l'abolition de la CRÉ de Lanaudière, le plan de match a été modifié et les éluEs seront rencontrés par MRC.

Plus précisément, il s'agissait de recueillir la parole de personnes en situation de pauvreté et de personnes travaillant à la lutte à la pauvreté sur les engagements que le gouvernement devrait prendre pour lutter contre la pauvreté. Il ne s'agissait donc pas d'une consultation de type « évaluation » sur le PAGSIS passé et à venir, mais plus d'une discussion ouverte entre les personnes interrogées sur les gestes attendus de nos gouvernements dans la lutte à la pauvreté.

Méthodologie

À l'automne 2014 et au tout début 2015, le Collectif anti-pauvreté de Lanaudière a mené une consultation itinérante régionale auprès de personnes en situation de pauvreté et d'intervenants qui les accompagnent, pour recenser les défis et obstacles vécus au quotidien par ces personnes et connaître leurs points de vue sur ce que devrait contenir le prochain plan d'action gouvernemental pour lutter efficacement contre la pauvreté.



Des participants provenant d'une dizaine d'organismes communautaires autonomes, des intervenants représentant plus d'une cinquantaine d'organismes communautaires autonomes, de municipalités, des députés ou d'autres institutions gouvernementales et décisionnelles comme les CSSS, les CLD ou des SADC, tous membres de tables de concertation, ont été rencontrés, et ce dans les six MRC de la région de Lanaudière.

Bien que cet exercice ait pu sembler redondant, suite à la participation de la plupart des intervenants à une évaluation du Plan d'Action Régional pour la Solidarité et l'Inclusion Sociale (PARSIS), tous y ont participé avec sérieux et grand intérêt afin de nous permettre d'amasser un maximum d'informations sur la réalité quotidienne des personnes qui fréquentent leurs différents organismes.

Quant aux personnes en situation de pauvreté ou faible revenu qui ont participé à la consultation, toutes ont apprécié qu'une personne se déplace pour entendre ce qu'elles avaient à dire et noter leurs commentaires. Plusieurs ont appris à se connaître davantage, d'autres sont reparties avec moins de préjugés qu'à leur arrivée et les discussions se sont souvent poursuivies après mon départ. Ne serait-ce que pour cela, cette consultation aura été un grand succès.

Les échanges se sont déroulés autour des huit grands thèmes suivants: le logement, l'alimentation, le transport, l'éducation, le revenu, les services publics et gouvernementaux, le coût de la vie en général et les préjugés.

Près de 200 personnes, dont une majorité vivant en situation de pauvreté, ont été consultées dans le cadre de la consultation itinérante de novembre 2014 à janvier 2015.

D'autres personnes ont participé à des ateliers du même genre dans le cadre de la Journée internationale de lutte à la pauvreté le 17 octobre 2014 dans les pôles Brandon et

Lanoraie/Lavaltrie dans la MRC de D'Autray. Lors de ces rencontres, ce sont 190 personnes qui se sont prononcées sur divers constats en lien avec la pauvreté et qui ont pu émettre des suggestions et propositions concrètes pour y lutter efficacement.

Une campagne de cartes postales a aussi été mise en branle afin de recueillir les propositions privilégiées personnellement par chacun. Chaque proposition adresse directement au premier Ministre Monsieur Philippe Couillard une action concrète pour lutter efficacement contre la pauvreté ou un message personnel, le tout provenant « d'experts » en la matière puisque ces personnes vivent ou côtoient la pauvreté au quotidien. Ce sont 165 cartes postales qui ont été rédigées ou signées.

Une synthèse de ce rapport sera quant à elle présentée publiquement, selon une stratégie de diffusion qu'élaboreront ensemble les membres du Collectif anti-pauvreté de Lanaudière.

Nous avons comme objectif de réaliser 10 rencontres, quatre ciblant des tables de concertation regroupant des organismes communautaires autonomes qui œuvrent auprès des personnes en situation de pauvreté et six autres auprès d'organismes communautaires autonomes qui accueillent des participants, soit des personnes en situation de pauvreté ou à faible revenu. Cet objectif a été atteint.

Nous nous sommes déplacés dans toute la région afin d'accommoder un maximum de personnes. Certains groupes se sont même joints ensemble dans une seule et même consultation, des rencontres comptant parfois même jusqu'à 40 personnes !

D'une durée variant entre 45 minutes et deux heures, les grandes lignes de ces échanges étaient notées par écrit. Un enregistrement sur support électronique aurait difficilement été réaliste, compte tenu de la dynamique différente et du nombre de participants variant d'un groupe à l'autre.

Ces rencontres, tantôt plus structurées, tantôt moins, ont nécessité une adaptation au niveau de l'animation. La capacité d'adaptation de l'animatrice était essentielle pour s'ajuster à la personnalité de chaque participant, principalement dans les groupes de personnes vivant en situation de pauvreté ou faible revenu, afin de permettre à tous d'avoir la parole.



Les objectifs et le contexte de la consultation, les résultats escomptés ainsi que le déroulement des échanges étaient expliqués en début de rencontre par l'animatrice.

Précisons que certains thèmes, comme l'éducation ou les préjugés, n'ont parfois pu être abordés directement, compte tenu du nombre important de participants ou encore de la longueur des discussions sur des sujets qui les touchaient davantage, comme l'alimentation, le logement et le transport.

Mentionnons qu'en annexe à ce rapport nous avons ajouté la grille d'animation qui a été utilisée lors des rencontres.

INTRODUCTION

Ce rapport consigne des résultats qui se veulent bien plus qualitatifs et quantitatifs que scientifiques ! Plusieurs études, recherches-actions et consultations ont déjà été menées sur les différents thèmes abordés. Nous n'en sommes pas à nos premiers pas en la matière. Cette démarche se veut complémentaire à toutes celles déjà réalisées ou amorcées. Son principal atout, c'est qu'elle a été réalisée directement auprès des personnes concernées et sur un vaste territoire. Ce document contient des commentaires, des opinions, des constats, des propositions, des perceptions, mais surtout, des émotions vécues par des personnes parfois en détresse, quelquefois découragées, tantôt cyniques, mais qui conservent malgré tout leur sens de l'humour et une capacité de résilience remarquable.



On ne réinvente pas la roue ! Si les sujets semblent redondants, « *on n'arrête pas de constater, on fait ça depuis 30 ans ! Y'a jamais rien qui change !* », nous dira Denis, un participant aux échanges de Joliette, c'est que la pauvreté est encore et toujours bien présente dans notre région, malgré de belles et bonnes initiatives mises en place pour la plupart grâce à l'implication des organismes communautaires de la région et malgré tous les efforts de ces derniers dans leurs missions respectives.

La conclusion de ce rapport appartient aux 400 participants ! Ce sont, en effet, leurs commentaires et suggestions qui, nous l'espérons, pourront offrir quelques pistes de réflexions et d'actions pour nos décideurs.

PARTIE 1 : LE LOGEMENT

Cette première partie a pour but de présenter les discussions et échanges qui ont eu lieu en lien avec la problématique du logement, une des principales préoccupations des personnes consultées.

« Manque de disponibilité de HLM ou logements à prix modique »

Le manque de logements à prix modique, qu'il s'agisse d'appartements en HLM, de logements supervisés pour une clientèle vivant avec des problématiques diverses ou simplement de logements locatifs à prix abordable, est une problématique inhérente aux participants consultés dans toutes les MRC.

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté. <i>Isabelle Champion</i> Signature <i>St-Damien</i> Lieu de résidence	Ma proposition : • Développer davantage le transport pour les gens à faible revenu. • Aider financièrement les organismes communautaires en tenant compte des réalités car le financement actuel, n'est pas suffisant. • Aider les gens à faible revenu à se loger à bon prix dans des logements convenables. Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
---	--

« Les coûts pour se loger sont élevés dans les villes ! »

Dans des villes comme L'Assomption, Mascouche, Repentigny et Lavaltrie, considérées comme des « banlieues », les coûts pour se loger sont très élevés. Ainsi, un simple studio, dans un demi sous-sol, peut se louer 600\$/mois. La demande dépassant l'offre, les propriétaires peuvent ainsi se permettre de « choisir » leurs locataires. Un revenu d'aide sociale ou un mauvais historique de crédit, le tout combiné à avoir des enfants, ou être jeune ou immigrant, peuvent devenir de sérieux « problèmes » pour trouver un logement.

« Chez nous, un petit 31/2 dans un sous-sol, ça coûte 650\$! Comment tu veux que quelqu'un arrive quand son chèque est de 700\$? » nous confie Marie, une aînée présente dans un des groupes du sud de la région.

« Problème d'encadrement et localisation des HLM »

En ce qui a trait aux appartements en HLM, les listes d'attente sont longues, les critères serrés, les règlements plus ou moins respectés par certains résidents, ce qui peut donner mauvaise réputation à un édifice. Quand une place se libère, elle n'est pas toujours située dans le quartier où habitait « l'heureux élu », ce qui peut provoquer un phénomène de déracinement important dans la vie de quelqu'un qui doit changer de quartier. C'est un phénomène qu'on remarque aussi dans le cas des aînés qui doivent laisser leur résidence pour intégrer une résidence pour personnes âgées dans une autre municipalité.

Plusieurs HLM ont été construits loin des services de proximité dont a souvent besoin une clientèle vulnérable et sans moyen de transport, ce qui constitue une autre embûche.

À l'instar des résidences pour personnes âgées, on constate que les villes sont peu enclines à prévoir dans leur schéma d'aménagement un type d'habitation comme des HLM. Le syndrome du « *pas dans ma cours* » est bien présent et ce, partout. Les populations, par manque d'informations, sont peu enclines à avoir un édifice de logements communautaires comme voisin.

« Les logements à moindre coût sont en mauvais état... »

D'une manière générale, les logements disponibles en HLM sont de bonne qualité, selon ce qu'en témoignent certains participants qui y résident. Il n'en est toutefois pas de même dans d'autres types d'appartements locatifs à bons prix. Dans ces cas, le terme « abordable » rime souvent avec insalubrité ou logement mal isolé ou négligé... souvent les deux à la fois.

« On est inquiet pour nos personnes âgées »



La situation du logement chez les personnes âgées en inquiète plusieurs. À mesure que se perd l'autonomie, les frais deviennent de plus en plus élevés pour quiconque souhaite demeurer dans sa résidence le plus longtemps possible. Ainsi, qu'elle soit encore propriétaire de sa résidence ou qu'elle habite dans une résidence pour aînés, les frais de déneigement, entretien de terrain, hausse de frais courants comme les taxes inhérentes à la propriété, la maladie et la prise de médicaments, la mobilité réduite due à la perte du permis de conduire sont autant d'éléments qui viendront fragiliser le porte-monnaie des aînés et peuvent les placer dans une situation potentiellement vulnérable en lien avec le logement.

« On ne connaît pas bien les lois régissant le logement »

On constate que les locataires connaissent peu leurs droits en matière de logement.

Plusieurs ont besoin d'aide pour remplir le formulaire *Demande d'allocation-logement*. D'autres personnes ont vu le locateur leur facturer des frais cachés. Ainsi, des propriétaires ont réclamé des frais pour avoir fait enlever des meubles d'un logis meublé lorsque le nouveau locataire emménage avec ses meubles.

D'autres personnes, quant à elles, vivent des situations d'horreur qui ne devraient jamais se produire en lien avec la nécessité de se loger...

« Étant incapable de payer son loyer suite à une séparation, une de nos participantes s'est fait offrir de payer son loyer en faveurs sexuelles », nous relate Catherine, intervenante dans un centre de femmes.

VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE DE LOGEMENT :

- Offrir le programme d'allocation logement dès qu'une personne correspond aux critères financiers;
- Inciter les municipalités à prévoir des zones dans leur schéma d'aménagement qui permettent la construction de logements à prix modique, comme elles le font pour des les résidences pour aînés et prévoir l'aménagement urbain en conséquence ;
- Informer la population sur les lois régissant le logement afin que les personnes connaissent mieux leurs droits et obligations ;
- Sensibiliser les propriétaires de résidences sur la réalité financière des aînés ;
- Assurer un meilleur accès au logement pour les groupes d'individus qui pourraient subir de la discrimination comme les jeunes, les immigrants et les familles nombreuse ;
- Offrir un incitatif financier aux propriétaires et entrepreneurs pour la construction de logements à prix modique ou la transformation d'édifices existants en ce même type d'habitation ;

PARTIE 2 : L'ALIMENTATION (OU SÉCURITÉ ALIMENTAIRE)

Cette partie s'articule autour de l'alimentation ou « sécurité alimentaire ». Avec le logement et le transport, elle fait partie des trois préoccupations principales des personnes consultées.

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté. <i>[Signature]</i> Signature mascouille Lieu de résidence	Ma proposition : <i>Étant un organisme famille mais ayant le particularité de faire du dépassement alimentaire aucun palier gouvernemental surtout pas provincial ne nous supporte concrètement au niveau financier ce qui aggrave encore plus les familles défavorisées car nous devons en refuser (ce qui est abhorré)</i> <i>* H. Couillard avez-vous déjà manqué de nourriture ? vos enfants ont-ils déjà pleurer le ventre vide ? *</i> Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
---	---

« Quand on a pas d'argent, c'est le premier endroit où couper... »

Les commentaires sont unanimes... quand tout augmente, c'est la seule place où on peut couper dans le budget. Avant de frapper à la porte d'un organisme de distribution alimentaire, il faut une bonne dose de courage

et d'humilité. C'est un dur coup pour l'estime de soi et pour la dignité, et encore faut-il savoir à quelle porte aller frapper! Personne n'est à l'abri d'un revers de fortune.

« J'avais un bon emploi jusqu'à ce que je me sépare et fasse une dépression. J'avais jamais eu besoin d'aide avant. Je savais même pas où aller! » nous dit Françoise, dans la cinquantaine, qui vit désormais de revenu d'aide sociale et qui a du mal à retourner en emploi.

« *Bien s'alimenter coûte cher!* »

Alors qu'on prêche (lire politiques gouvernementales!) la bonne alimentation et de saines habitudes de vie, il faut bien le constater, bien s'alimenter coûte cher, trop cher! L'évolution du coût des denrées alimentaires a progressé plus rapidement que l'augmentation des salaires depuis 2007. Les aliments les plus sains sont aussi les plus dispendieux (viandes, fruits, légumes, produits laitiers).

On retrouve bien souvent dans des secteurs à faible revenu les épiceries les plus dispendieuses (IGA et Métro dans le pôle Berthier). Sans oublier le constat évident : les spéciaux en début du mois, alors que les personnes les plus vulnérables ont du budget pour l'alimentation, sont les moins nutritifs (chips, boissons gazeuses, etc.), un véritable non-sens.

« Ça n'a pas d'allure! Je voudrais mieux manger, mais les bons spéciaux sont juste à la troisième semaine du mois... on étire le petit peu qu'il nous reste rendu là, on peut pas acheter des fruits, du fromage et du yogourt! » nous confie Lucie, une mère de famille, participante dans une cuisine collective.

Bien qu'il soit effectivement moins dispendieux d'acheter une grande quantité de pommes de terre, par exemple, qu'un sac de frites congelés, encore faut-il que les personnes aient un minimum de connaissances et d'habiletés culinaires pour les transformer, ce qui n'est pas le cas partout.

« *La sécurité alimentaire, c'est l'affaire de tous!* »

Alors que les organismes communautaires sont d'un grand soutien, on souligne que la sécurité alimentaire devrait être une préoccupation internationale et l'affaire de tous. Il

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... Je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté. <i>Muriel Gauthier</i> Signature <i>Terrebonne</i> Lieu de résidence	Ma proposition : <u>Interdire aux supermarchés ainsi qu'aux restaurants de jeter de la nourriture qui est encore bonne à consommer. Ne pas leur permettre de faire du compost avec de la nourriture qui pourrait être consommée.</u> _____ _____ _____ _____ _____ _____ Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
---	---

n'est pas normal que des épiceries jettent ou mettent au compost des aliments encore bons pour la consommation.

« Des organismes communautaires sont sous pression! »

Les demandes de soutien alimentaire sont en croissance dans tous les organismes communautaires consultés, même ceux pour qui ce n'est pas la mission première. Ces organismes sont soumis à une forte pression et font face à des situations qui sont souvent hors de leur contrôle, notamment au niveau des inventaires qu'ils reçoivent d'organismes affiliés comme Moisson Lanaudière ou encore du volume remis par les épiceries avec qui ils ont des ententes. Ils doivent, par conséquent, restreindre l'accès au soutien alimentaire en certaines occasions, une véritable catastrophe pour la personne qui doit attendre un jour ou deux pour un dépannage.

« Dans la dernière année, c'est une quarantaine d'inscriptions de plus que nous avons sur notre liste de distribution, des réguliers » nous informe Annette, une employée dans un comptoir d'aide alimentaire.

On ne peut passer sous silence la pression financière à laquelle ils font également face. Sans augmentation de leur financement à la mission et devant de plus en plus affecter des budgets sur des items comme le transport pour la livraison des denrées aux « clients », il reste moins d'argent pour le soutien alimentaire à proprement parler.

Face à une gestion qui est souvent faite grâce au soutien bénévole, plusieurs personnes vivant en situation de pauvreté qui utilisent les services des banques alimentaires ont soulevé leurs inquiétudes en lien avec leur santé quant à la manutention et aux dates de péremption des aliments offerts. D'autres s'interrogeaient sur la gestion et l'encadrement des bénévoles, étant sous l'impression qu'il pourrait peut-être y avoir du favoritisme, ce qui peut créer des tensions supplémentaires dans les milieux de vie.

Par ricochet, il est alors possible que les contenus nutritifs des boîtes distribuées ait peu de valeur ou répondent peu aux goûts personnels des personnes qui utilisent ces services, ce qui créer une certaine frustration ou du mécontentement. De manière générale, les personnes vivant en situation de pauvreté apprécient énormément ces organismes. Sans eux, elles ne pourraient se nourrir.



VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE D'ALIMENTATION :

- Légiférer en matière de gaspillage alimentaire, afin que les grandes chaînes alimentaires aient l'obligation de donner tous les produits encore propres à la consommation aux banques alimentaires ;
- Obliger les grandes chaînes alimentaires à emboîter le pas dans le mouvement de la promotion des saines habitudes de vie en offrant les meilleurs spéciaux dès le début du mois ;
- Soutenir et promouvoir des initiatives permettant l'accès à l'alimentation, comme le principe de « facture suspendue », ou Bonne Boîte Bonne Bouffe qui offre des fruits et légumes à moindre coût ;
- Améliorer le financement des organismes communautaires qui offrent de l'aide alimentaire afin qu'ils puissent disposer des ressources humaines dont ils ont besoin pour optimiser les services offerts ;
- Favoriser la mise en place d'ateliers qui permettront l'acquisition d'habiletés culinaires ;
- S'assurer que les logements affichant « meublé » contiennent un réfrigérateur qui permet une conservation adéquate des aliments ;
- Informer sur les ressources disponibles ;
- Assouplir certaines règles concernant l'implantation de cuisines collectives ou popotes roulantes, qui sont des solutions concrètes et qui peuvent permettre l'autofinancement des organismes qui les organisent.

PARTIE 3 : LE TRANSPORT

Dans cette partie, nous traiterons du transport, un enjeu majeur dans la région de Lanaudière dû à son vaste territoire, une réelle nécessité pour une majorité de la population.

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté. <i>Mathieu Poirier</i> Signature <i>Betherville</i> Lieu de résidence	Ma proposition : <i>Augmenter le financement octroyé aux municipalités afin qu'elles puissent augmenter le développement des services de transport comme Taxibus.</i> <i>Ce projet ne couvre pas tout le territoire de Lanaudière, ce qui fait que certaines familles n'ont pas de moyen pour se déplacer et utiliser les services.</i> Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
---	--

« Offre de transport en commun à améliorer et bonifier »

Bien que l'offre de transport dans certains milieux urbains se soit améliorée, comme le transport en commun dans le secteur de Joliette, ou l'instauration du Taxi Bus dans plusieurs localités, certains facteurs nécessitent encore de l'amélioration :

- Les connexions d'une municipalité ou d'une MRC à une autre sont encore difficiles ;

- Les horaires du Taxi Bus ne sont pas toujours adaptées aux besoins des clientèles ;
- Certaines personnes ont encore l'impression d'être mal vues lorsqu'elles doivent se déplacer avec une poussette – impression d'impatience de la part du conducteur ;
- Des personnes en situation de pauvreté craignent le jugement si elles demandent un reçu au conducteur ;
- Certains secteurs sont peu ou pas desservis par le transport, on s'inquiète pour sa sécurité lorsqu'il faut marcher de longues distances pour se rendre à l'arrêt, dans des endroits où il n'y a pas toujours de trottoirs, d'éclairage adéquat ou encore d'abribus ;
- À Repentigny, se rendre au CLSC par les transports en commun, c'est l'affaire d'une journée en déplacement ;
- Dans d'autres municipalités, comme St-Lin-Laurentides par exemple, il devient réellement difficile de se trouver un emploi. Se rendre à Joliette, par exemple, est impensable pour un travailleur sans véhicule.

« Le transport en commun et une voiture, ça coûte cher ! »

C'est un fait, une carte mensuelle de transport sera toujours trop dispendieuse pour une personne vivant avec trop peu de ressources financières. Auparavant, des organismes communautaires comme le Travail de Rue ou les Maisons de jeunes, achetaient une certaine quantité de billets qu'ils pouvaient remettre à l'occasion à leurs participants pour les dépanner. Il n'est plus possible de le faire depuis l'entrée en vigueur des cartes à puce.



Quant au transport adapté, il faut faire la preuve, annuellement, de notre besoin en transport, ce qui implique des visites médicales ou au Bouclier, soit des coûts supplémentaires à défrayer. Son coût d'utilisation demeure dispendieux pour la clientèle qui l'utilise, principalement à faible revenu.

Il en est de même pour les personnes vivant de l'aide sociale qui doivent se déplacer en transport pour aller rencontrer leur agent dans un centre local d'emploi, une distance de plusieurs kilomètres dans certains cas (Lavaltrie – Berthierville, par exemple = 50 km allé/retour).

Quand à ceux et celles qui ont la chance d'avoir un véhicule, les frais d'entretien que cela représente sont comptés au sous près... immatriculation, permis de conduire, essence, entretien normal, ce qui fait que plusieurs répondants n'utilisent leur véhicule que s'ils y sont obligés.

« Quand tu habites en région, tu as besoin d'une voiture pour tout ! »

Si les personnes vivant en milieu urbain peuvent toujours arriver à se déplacer sans véhicule grâce à l'offre de transport en commun présente dans leur communauté, les personnes vivant en zones rurales ont nécessairement besoin d'un véhicule pour toutes les sphères de leur vie. Le Taxibus, lorsqu'il est offert dans leur communauté, peut être une option occasionnelle, mais la situation se complique pour un travailleur.

« Pourquoi ne pas alors habiter en ville ? Simplement parce qu'il en coûte moins cher de se loger dans nos petits villages ! » nous dit un élu municipal présent à l'une des consultations.

« Aurons-nous des frais pour le transport par ambulance ? »

Les personnes âgées ou n'ayant pas de réseau et qui présentent des problèmes de santé ont manifesté une vive inquiétude avec la possibilité de se voir imposer des frais par un usage trop fréquent d'un service ambulancier. Plusieurs personnes âgées vivant encore dans leur propre logement n'ont souvent plus de permis de conduire pour se déplacer elles-mêmes. Lorsqu'un problème de santé survient, il est tout à fait normal pour elles d'appeler le 911 pour une assistance médicale. À un âge avancé, on s'inquiète plus rapidement pour sa santé. Elles craignent donc de devoir payer des factures qu'elles n'ont pas les moyens d'assumer.

« Bécik jaune, un plus pour les jeunes »

Pour les intervenants du secteur de Joliette, le transport actif offert par le projet communautaire « Bécik jaune », qui met à la disposition des citoyens un service de bicyclettes gratuites, est fort apprécié, principalement par les jeunes. Loin de n'être qu'un simple moyen de transport, c'est aussi une véritable façon de briser leur isolement et d'adopter un mode de vie actif, de beaux avantages collatéraux !

« Des organismes communautaires sous pression... »

Les organismes communautaires sont aussi sous pression quant au transport de leurs participants. Ils prévoient donc des budgets de kilométrage pour les bénévoles qui font du transport occasionnel ou encore achètent des cartes d'essence qu'ils remettent à certains participants qui ont un véhicule mais parfois pas le budget immédiat pour y mettre de l'essence.

« On manque d'informations... »

Si quelques participants connaissent les ressources mis à leur disposition en matière de transport (offre, trajets, tarifs, forfaits mensuels, possibilité de remboursement sur présentation de reçu, etc.), on constate une réelle méconnaissance des services en transport dans la région, de manière générale, de la part des personnes vivant en situation de pauvreté, la plupart se disant d'avance qu'elles n'en auront pas les moyens de toute façon.

VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE DE TRANSPORT :

- Travailler à changer la culture de l'automobile ;
- Améliorer le transport d'un territoire à l'autre ;
- Offrir un service de transport là où il n'y en a pas ;
- Assurer une meilleure promotion de l'offre en transport là où il est offert ;
- Améliorer les infrastructures entourant l'utilisation du transport en commun (abribus, éclairage, trottoirs, grille horaire et tarifaire) ;
- Revoir la tarification afin qu'elle soit abordable à un plus grand nombre ;
- Favoriser la mise en place d'initiatives permettant aux organismes communautaires d'offrir des bons de transport à leurs participants en simplifiant la bureaucratie qui y est reliée ;
- Soutenir des initiatives comme Bécik Jaune, qui, en plus d'offrir un mode de transport actif et gratuit, préviennent le décrochage scolaire et sont bonnes pour l'environnement ;
- Assouplir les critères d'admissibilités aux services de transport bénévole ;
- Améliorer le financement des organismes communautaires qui offrent du transport bénévole ;

PARTIE 4 : L'ÉDUCATION

Dans cette partie, nous traiterons de l'éducation, de l'accès à l'éducation et des frais que le tout représente pour les familles et personnes vivant dans un contexte de vulnérabilité.

« Les listes d'effets scolaires et les frais sont énormes! »

Les parents nous ont mentionné les longues listes de matériels scolaires à acheter, souvent des items bien précis et des marques particulières. La quantité de matériels à acheter et les

coûts qui y sont reliés sont durs à encaisser pour les parents qui ont plusieurs enfants d'âge scolaire. Ils ont l'impression d'acheter du matériel qui ne sera parfois même pas utilisé. Il faut aussi se déplacer dans les grands centres pour aller acheter du matériel spécialisé comme les cahiers d'exercices, ce qui occasionne des coûts en transport.

La rentrée scolaire est un défi financier majeur pour les parents car il faut aussi assumer tous les frais de garde et du midi. D'autres se sentent sous pression quand vient le temps de payer les sorties scolaires, ne voulant pas priver leur enfant d'y participer comme les autres.

Les enfants grandissent vite, les habiller coûte cher... certaines écoles (plusieurs en fait!) ont des demandes particulières qui font financièrement mal au porte-monnaie des parents, comme 2 à 3 paires de souliers par enfant, une pour l'extérieur, une pour l'intérieur et une pour les cours d'éducation physique. On fouille encore dans les poches des parents.



« Retourner aux études pour améliorer ton sort... ça prend du \$\$\$! »

Certains organismes et institutions, comme les Carrefour Jeunesse Emploi et le Pavillon de l'Envol (éducation aux adultes à Joliette), ont augmenté les services complémentaires offerts aux étudiants à faible revenu. Toutefois, le contexte économique actuel leur fait craindre un recul... car ce sont ces budgets qui partiront en fumée en cas de coupures gouvernementales.

Retourner aux études, ça coûte cher! L'éducation aide à sortir de la pauvreté... toutefois, plusieurs adultes et parents « raccrocheurs » abandonneront l'idée, faute de moyen financier. Les prêts et bourses, pour un parent monoparental, ne permettent pas d'assumer les frais de subsistances de base de leur famille.

« Mon contrat de travail se termine bientôt et je ne sais pas s'il sera renouvelé. Je me suis renseigné pour retourner à l'école, mais avec les prêts et bourses, c'est même pas assez pour payer mon loyer, je n'y arriverai pas... » nous confie Julie, une mère de famille monoparentale à l'emploi d'un organisme communautaire.

« Besoin de soutien et d'accompagnement dans plusieurs cas... »

Les intervenants nous mentionnaient les problèmes de santé mentale vécus par certains jeunes. Ces derniers peuvent se retrouver en crise rapidement pour 1,001 raisons! Leur tissu social est souvent absent, l'école est alors grandement mise à contribution dans leur accompagnement et orientation. En manque de personnel adéquat pour les soutenir, ils risquent de décrocher rapidement.

« Des organismes communautaires mis à contribution... »

Dans ce secteur aussi, les organismes communautaires sont sollicités et mis à contribution. Plusieurs d'entre eux ont mis en place des « magasins scolaires » qui offrent du soutien matériel lors de la rentrée scolaire. On ne retrouve toutefois pas un tel programme dans toutes les municipalités de la région. Certains parents, comme ceux rencontrés à St-Lin-Laurentides, nous ont confié qu'ils en auraient grandement besoin!

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté. <i>Camille Gauthier</i> Signature <i>Marie-Danielle Poirier</i> Lieu de résidence	Ma proposition : <i>prolonger le versement des allocations familiales pour enfant jusqu'à 21 ans avec preuve de fréquentation scolaire. Les frais allés aux enfants après 18 ans pour la scolaire sont plus élevés qu'à l'enfance, exemple : coût par session, matériel scolaire, appartement si il y a lieu, transport et etc... Une autre proposition serait d'accorder des bourses d'étude aux étudiants en basant la part des revenus des parents.</i> Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
---	---

Il n'est pas rare non plus que les organismes communautaires prévoient de petits budgets pour dépanner des parents durant cette période, un soutien indirect comme de l'aide alimentaire ou vestimentaire, par exemple, pour permettre de libérer des budgets pour assumer les coûts de la rentrée.

« La rentrée, c'est ce qui coûte le plus cher, on dirait que tout arrive en même temps! » dit Claude, un père de famille.

VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE D'ÉDUCATION :

- Offrir des mesures de soutien financier concrètes et un régime de prêts et bourses adéquat aux personnes et parents qui souhaitent retourner aux études en tenant compte de leur réalité ;
- Favoriser la mise en place de programmes de distributions de matériels scolaires dans les communautés ;
- Inciter le milieu scolaire à revoir les listes de matériels et à innover en matière de gestion des coûts reliés à la rentrée scolaire ;
- Offrir un soutien et un encadrement adéquat aux jeunes et parents

« raccrocheurs », surtout ceux en situation de faible revenu et sans réseau ;

- Favoriser la mise en place de programmes d'études et de formations plus courts pour une intégration plus rapide du marché du travail ;
- Permettre à tous d'avoir accès à internet haute vitesse partout, favorisant ainsi la formation à distance ;

PARTIE 5 : LE REVENU

Cette section traitera du revenu et de la situation de l'emploi chez les personnes vivant en situation de pauvreté.

«Tu vie pas avec 700\$/mois... en fait, tu survie même pas ! »

Bien qu'il s'agisse d'une aide de dernier recours, tous s'entendent pour dire que le montant mensuel alloué par l'aide sociale est nettement insuffisant pour permettre à une personne de subvenir à ses besoins de base, même dans une période de transition.

Comment penser s'en sortir alors que toutes les énergies sont concentrées sur la simple survie quotidienne ? Se nourrir et se loger deviennent des priorités de tout instant. Quand le soutien financier n'est pas au rendez-vous, il n'y a alors pas d'argent pour la recherche d'emploi ou même un retour aux études, deux éléments qui nécessiteront eux aussi des frais tels que du gardiennage ou du transport.

« Le salaire minimum ne permet pas de tout assumer »

Le constant est souvent évident, on se retrouve aussi pauvre à travailler au salaire minimum qu'à être bénéficiaire de l'aide sociale, surtout quand on a une famille. Le salaire minimum ne permet tout simplement pas d'assumer tous les frais reliés au fonctionnement de la maisonnée. Quand les besoins de base peuvent être assumés, il ne reste plus de budget

pour le dentiste, les lunettes, les loisirs ou le camp de jour en été pour les enfants.



Plusieurs personnes cumulent plus d'un emploi à temps partiel pour arriver à « joindre les deux bouts ». S'ensuivent des problèmes de santé et de surmenage, de la perte de jouissance de la vie mais aussi des soucis d'ordre financier quand vient le temps des impôts car les emplois à temps partiel sont moins imposés que

les emplois à temps plein. Ainsi, même avec un faible revenu, il est bien possible qu'une personne seule doive émettre un chèque au gouvernement en avril ! De l'argent qu'elle n'a évidemment pas...

Certains secteurs, comme L'Assomption et Berthier, on vu la fermeture de plusieurs usines ces dernières années, où même des personnes ayant peu de scolarisation pouvaient occuper un bon emploi avec de bons avantages. Leur situation a subit un net recul à ce niveau. Il y a désormais davantage d'emplois au salaire minimum disponibles sur le marché, emplois pour lesquels on demande un diplôme de secondaire 5, que plusieurs n'ont pas. Malgré du soutien pour réorienter leur carrière, la réalité du marché du travail fait que les employeurs hésitent encore à embaucher des personnes de plus de 55 ans.

« Intégrer le marché du travail, c'est pas si évident ! »

Plusieurs « limites », si on peut les appeler ainsi, empêchent d'avoir un accès à l'emploi. Ainsi, dans Lanaudière, la discrimination liée à l'âge, à des problèmes de santé mentale ou à la couleur de la peau semble encore bien présente. Un autre constat général est la disparité entre les salaires et la valorisation des emplois dits « masculins » de ceux dits « féminins », comme s'il devait être « normal » qu'un soudeur gagne plus qu'une coiffeuse.



Il est aussi difficile pour les immigrants, entre autre, d'avoir accès à un premier emploi s'ils n'ont pas encore cette fameuse « expérience québécoise » de travail. Une situation particulièrement remarquée dans le sud de Lanaudière, mais qui commence aussi à être présente au nord.

Des personnes avec certaines limites ou problématiques (physiques ou mentales) se sentent sous pression face à un employeur qui

les considère, selon eux, comme une « marchandise interchangeable » - si tu ne fais pas l'affaire, on prendra quelqu'un d'autre ! Elles vivent ainsi un stress supplémentaire qui, combiné à leur situation déjà particulière, rend parfois le simple fait de garder un emploi comme un véritable défi !

« On accompagne plusieurs prestataires d'aide sociale en démarche d'intégration en emploi. Des fois, ça marche, pis on est bin fière, mais, faut se le dire, y'a des personnes qui arriveront jamais à garder leur emploi, c'est comme ça... elles auront tout le temps besoin du soutien de l'état. » confie Murielle, directrice d'un organisme communautaire.

D'autres personnes, malgré un bon bagage d'expériences de travail, ont de la difficulté à trouver du travail, pour de multiples raisons. Certaines lacunes au niveau des qualifications ou un manque de diplôme, malgré une expérience pertinente, viendront limiter les possibilités d'occuper d'intéressants emplois. Si certains songent à retourner aux études pour combler ces lacunes, ils s'aperçoivent vite que les prêts et bourses seront nettement insuffisants pour assurer leurs besoins de base, surtout s'ils sont parents. Devant le manque de possibilités de soutien financier et la pression que représenterait un retour aux études, ils accepteront alors des emplois qui mettent peu en valeur leurs qualifications, seulement pour « survivre ». L'estime de soi en prend un coup !

VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE DE REVENU :

- Hausse significative du salaire minimum, selon l'inflation, à la hauteur du panier de consommation ;
- Hausse de l'allocation allouée à l'aide sociale, implantation de mesures d'intégration en emploi et accompagnement, afin que ce passage à l'aide sociale soit temporaire et permette réellement aux personnes éloignées du marché du travail de le réintégrer avec les meilleures chances de réussite ;
- Offrir des mesures financières réalistes aux personnes qui souhaitent faire un retour aux études ;
- Favoriser la création d'emplois de qualité et à temps plein ;
- Favoriser l'employabilité des immigrants en région ;
- Favoriser la mise en place de coopératives et d'entreprises d'économie sociale, plus respectueuse du capital humain ;
- Inciter le milieu du travail à faire de la place aux jeunes et aux immigrants pour leur permettre d'acquérir de l'expérience par des stages mais également faire de la place aux personnes âgées et accepter les personnes prestataires d'aide sociale qui ont accès à des programmes de réintégration en emploi ;
- Tendre à limiter les écarts qui existent entre dirigeants et employés ;
- Imposer les plus riches ;

PARTIE 6 : SERVICES PUBLICS ET GOUVERNEMENTAUX

« La facture d'Hydro... ça juste pas de sens !!! »

Le commentaire est généralisé ! La facture d'Hydro-Québec est trop élevée, et ce, même si on

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... Je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté. <i>Denis H. M.</i> Signature <i>St-Gabriel de Brandon</i> Lieu de résidence	Ma proposition : <i>Baisser les hausses d'Hydro pour que les personnes à faible revenu ne se fassent pas couper l'électricité encore en 2015.</i> Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
---	---

tente d'économiser l'énergie en suivant toutes les recommandations pour ce faire...

Les attachés politiques des députés soutiennent tous des citoyens coincés avec des factures trop salées qu'ils n'arrivent plus à payer... une situation logique quand ton logement, « à faible coût », laisse entrer l'air glacial de l'hiver de partout ! Un véritable cercle vicieux.

La situation touche désormais la classe moyenne qui se retrouve elle aussi à peiner pour assumer cette facture qui grossit année après année.

« Nos services s'éloignent de nous... »

Plusieurs services se sont éloignés des citoyens, si bien qu'il faut avoir accès à du transport pour y accéder. C'est le cas pour des services de santé, comme le CLSC dans le secteur de L'Assomption ou encore des services d'institutions financières dans Joliette ou D'Autray. La relocalisation d'édifices aux limites ou à l'extérieur des périmètres urbains, sans trottoir pour s'y rendre, fait en sorte qu'un véhicule est nécessaire ou encore une bonne dose de courage pour décider d'y aller à pied de façon sécuritaire.

« Au printemps ou à l'automne, tu marches sur le bord de la 131 pour aller à la pharmacie. Les autos passent vite, y'a pas de trottoirs, les accotements sont plein de boue, c'est pas évident ! » dit Julie, une résidente de Lavaltrie.

Il en est de même pour l'Assurance-Emploi ou le Régime Québécois d'Assurance Parentale, qui oblige l'accès à internet pour compléter les formulaires et déclarations. Pour des personnes ayant peu d'éducation ou étant tout simplement analphabètes, il s'agit d'un important, voire insurmontable défi. Un dur coup pour la fierté.

« L'aide sociale quand tu as des contraintes sévères à l'emploi, c'est l'enfer ! »

Pour certaines participantes rencontrées qui avaient des contraintes sévères à l'emploi (problème de santé), la relation avec les agents d'aide sociale ou les procédures se rattachant à la « preuve » qu'elles doivent régulièrement faire pour justifier l'allocation reçue, sont complexes et nombreuses. Sans accompagnement d'une ressource communautaire, il devient décourageant de s'en sortir seul. On ne vous mentionnera pas spontanément les services ou allocations auxquels vous auriez droit si vous ne posez pas la question. Des participantes craignaient le pire avec le contexte socioéconomique actuel et futur.



Pour un autre participant souffrant de problèmes de santé mentale et vivant une situation problématique avec son propriétaire, la saga vécue avec la Régie du Logement l'a laissé profondément marqué. Il nous a d'ailleurs livré un témoignage courageux et émouvant.

« Quand tu manques d'éducation ou d'argent, se défendre et revendiquer tes droits face à la grosse machine qu'est le gouvernement, c'est comme David contre Goliath... sauf que tu finis souvent par abandonner... pis c'est Goliath qui gagne... » nous confiera un autre participant.

« On peut même plus écouter la télé gratuitement ! »

Plusieurs personnes ont décrié le fait qu'il est désormais pratiquement impossible d'avoir accès à la télévision de base gratuitement depuis l'automne 2011, les antennes numériques ou les convertisseurs ne permettent pas nécessairement de capter les ondes, dépendamment de la municipalité ou de l'environnement.

« Quand tu n'as pas les moyens de te payer des loisirs ou de voyager, ton seul amusement, c'est la télé ou internet... ça coûte cher ! » nous dira Nathalie.

« Un téléphone... c'est la base ! »

L'accès à un service de téléphonie est un élément essentiel dans la vie de tous. Qu'il s'agisse d'un téléphone fixe à la maison ou d'un téléphone cellulaire, de plus en plus répandu car il est multifonctionnel, cet outil de communication est nécessaire pour tout... être rejoint par l'école pour les enfants, garder contact avec parents et amis, être rejoint pour une entrevue d'embauche ou pour l'emploi, ne pas avoir accès à un téléphone est impensable pour quiconque. Pas le choix de garder un peu de budget pour assumer cette facture.

Le préjugé qui demeure toutefois le plus véhiculé ? *« Ils n'ont pas d'argent pour manger, mais ils ont les moyens d'avoir un cellulaire ».*

**VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES
PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS ET
GOUVERNEMENTAUX :**

- Reconnaître que les services d'électricité sont un bien essentiel ;
- Favoriser la mise en place d'un calcul pour que les frais d'électricité soit établis en fonction du revenu ;
- Inciter les institutions à la réflexion et à l'amélioration de l'accessibilité aux

services gouvernementaux ;

- Plafonner les hausses de tarifs d'Hydro-Québec ;
- Diminuer les taxes pour la plupart des produits et taxer davantage les produits de luxe (voiture/bateau) ;
- Avoir accès à des soins de santé gratuits de façon globale (médecin, dentiste, optométriste) ;
- Inciter la CSST à reconnaître et indemniser les problèmes de santé mentale lorsqu'ils apparaissent dans le cadre du travail ;

PARTIE 7 : COÛT DE LA VIE EN GÉNÉRAL

« *Il faut gérer tellement serré que t'en devient malade !* »

Le constat est encore là général ! On note une augmentation élevée du coût de la vie sans que l'augmentation des salaires suive. Le visage de la pauvreté change à un point que ce sont désormais les personnes et familles de la classe moyenne qui commencent elles aussi à peiner à boucler les fins de mois.

Plusieurs nous ont dit vivre énormément de stress et d'anxiété en lien avec la gestion de leurs finances personnelles, surtout en des moments plus névralgiques, comme la rentrée scolaire, Noël ou les vacances. Tous veulent le mieux pour leur famille et plusieurs parents se priveront pour le bénéfice de leurs enfants.

Les personnes aux prises avec des problèmes de santé et les personnes âgées sont fort inquiètes du coût des médicaments et de l'accès à des soins ou simplement à un médecin de famille. Plusieurs n'en ont d'ailleurs toujours pas.

« *Quand t'as pas d'argent, tombe surtout pas malade !* » nous a dit Yvette, une aînée.

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté.  Signature Philippe Couillard Lieu de résidence	Ma proposition : -> Que la <u>harmonisation</u> soit à des <u>prix accessibles</u> en relation avec l'indexation de nos salaires, pas plus. -> Que <u>Hydro</u> soit moins cher pour les moins bien nantis. -> <u>Droits sociaux accessibles</u> pour les <u>moins bien nantis</u> de + en + pauvres. -> <u>Pas de support aux jeunes</u> pour l'<u>intégration sociale</u>. Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
--	---

Il en est de même pour les soins dentaires ou de la vue. Ne pas répondre à des problèmes de santé dentaire ou de la vue peut engendrer d'autres problèmes de santé, plus graves et plus coûteux à moyen et long terme. Une mauvaise dentition peut aussi être l'objet de discrimination et limiter l'accès à un emploi... un autre triste constat.

« L'accès au crédit est trop facile, on s'endette vite ! »

De l'avis des intervenants et des participants eux-mêmes, l'accès au crédit est trop facile et peu d'éducation est faite à ce sujet. Les offres de petits paiements mensuels sont alléchantes, les promotions invitantes. Les ménages s'endettent donc rapidement en tentant de combler tous ces « besoins », dépassant alors leur capacité personnelle de payer.

Certains jeunes, quant à eux, tombent dans le panneau des offres de téléphonies cellulaires en passant d'une compagnie à une autre, sans régler le solde restant, affectant du coup leur cote de crédit future pour un éventuel achat plus significatif, comme l'accès à la propriété par exemple ou un prêt automobile.

***VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES
PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE DU COUP DE LA VIE EN
GÉNÉRAL :***

- Instaurer des règles qui limiteraient l'accès au crédit pour éviter l'endettement des ménages ;
- Mettre en place une campagne de sensibilisation et d'éducation populaire en matière de crédit et de gestion budgétaire ;
- Soutenir adéquatement des organismes comme l'ACEF, qui sont des ressources de premier plan pour les personnes et familles aux prises avec un problème d'endettement ;

PARTIE 8 : LES PRÉJUGÉS

Tous nous ont mentionné avoir été l'objet de préjugés ou en avoir constaté dans leur entourage.

« Les maudits BS, qu'ils fassent comme moi, qu'ils aillent travailler! »

Les commentaires sont choquants et blessants... les personnes prestataires d'aide sociale passent encore pour des paresseux...

« Ils devraient se donner un coup de pied au cul et aller travailler! » est le commentaire le plus entendu sur les « maudits BS » nous confie Pierre, lui qui était chauffeur et qui a été mis à pied suite à un changement de propriétaire de l'entreprise où il travaillait. N'ayant pu se retrouver un emploi dans le même domaine, il n'a plus eu les moyens

de payer son permis de conduire pour conserver sa classe 3. S'il veut la ravoir, il devra repasser des tests, un autre processus couteux. Il est présentement bénéficiaire de prestations d'aide sociale.

On semble plus compréhensifs s'il s'agit d'une mère monoparentale car il est effectivement très difficile d'être sur le marché du travail sans diplôme collégial ou universitaire et réussir à assumer tous les frais d'un ménage.

« Des fois, c'est les pressions sociales qui te mettent dans le trou... »

Les parents vivent difficilement les préjugés quand c'est leurs enfants qui en font les frais, ce qui explique que plusieurs feront le maximum pour éviter que leur enfant en soit victimes. Les enfants eux-mêmes jugent sur l'apparence, sur l'habillement, sur le fait que d'autres ne prennent jamais de dîner chaud à l'école.

« Pourquoi tu dînes jamais à l'école? C'est tu parce que t'es pauvre? » est un commentaire rapporté par le fils de Laurette, une participante de cuisines collectives, qui aimerait bien dîner chaud à l'école lui aussi.

Plusieurs parents feront des pieds et des mains pour permettre à leurs enfants « d'intégrer » la société et éviter l'exclusion sociale. Ils feront tout ce qu'ils peuvent pour pouvoir payer les frais de plus en plus importants reliés à des activités sportives comme du soccer, du baseball ou du hockey. Mais ils couperont ailleurs.

Monsieur Philippe Couillard Premier Ministre du Québec Monsieur, je réside dans la région de Lanaudière et je côtoie la pauvreté chaque jour... je crois être une personne experte en la matière. J'ai été consulté par le Collectif Anti-Pauvreté de Lanaudière à l'automne 2014 et voici une proposition d'action que je juge prioritaire afin de lutter efficacement contre la pauvreté. <i>Marie-Claude Gaud</i> Signature <i>St-Charles-Bonnamée</i> Lieu de résidence	Ma proposition : <i>Les logements soient plus accessibles pour les gens en faible revenu.</i> <i>Qu'il y ait plus de ressources au niveau communautaire tout le long de l'année.</i> <i>Car actuellement tous les programmes coûtent plus chers.</i> <i>Continuation au niveau des banques alimentaires.</i> <i>Lutter les gens dans toutes les sphères : alimentation, transport, logement.</i> Merci de l'attention que vous porterez à la présente proposition
---	--

Une dame d'un certain âge, Carmen, en apprenant qu'une autre participante était à l'aide sociale, lui a dit, étonnée *« t'es toujours tellement bien habillée, j'aurais jamais pensé que t'étais sur le BS ! »*. Elle n'avait que des éloges pour cette femme fière aux prises avec un handicap visuel qui nous a elle aussi témoigné de son quotidien pas toujours facile, mais avec tant d'humour.

« Tu devrais pas avoir de télé à écran plat quand t'es pauvre! »

Même quand ils sont pleins de bonnes intentions et veulent aider, « Monsieur et Madame tout le monde » font occasionnellement preuve de préjugés...

Carole nous raconte que lorsque des bénévoles ont livré son panier de Noël l'année dernière, elle les a entendu chuchoter en sortant de chez elle *« ça a les moyens d'avoir*

une grosse TV pis ça demande un panier de Noël... ». Et pourtant, cette télévision lui a été offerte en cadeau par une tante. Elle n'aurait jamais pu se la payer elle-même.

« En décembre, la pauvreté, c'est bin à la mode ! »

Plusieurs déplorent qu'en décembre, on soit si « branché » pauvreté. Pourtant, les problèmes liés à la pauvreté le sont toute l'année.

De même, on louange le bon travail des organismes communautaires principalement durant la même période, alors que le soutien à apporter aux personnes et familles en situation de pauvreté est constant !

***VOICI LES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DES
PARTICIPANT(E)S EN MATIÈRE DE PRÉJUGÉS :***

- Mettre en place une vaste campagne nationale de sensibilisation à la pauvreté et favoriser et soutenir les initiatives déjà en place dans certains secteurs, comme les animations dans les écoles (Repentigny et D'Auray) et les escouades de sensibilisation (Mascouche);
- Offrir une réelle reconnaissance et un meilleur soutien financier au travail des organismes communautaires qui œuvrent auprès des personnes et familles en situation de pauvreté ;

CONCLUSION

Devant tous les défis qu'ont à relever les personnes et familles vivant en situation de pauvreté, comme nous avons pu en prendre connaissance, nous avons pu voir qu'il existe plusieurs solutions pour les soutenir, proposées par ces personnes elles-mêmes. Des solutions qui nécessitent des réflexions, certains investissements, mais toutes réalistes.

L'absence de volonté politique en matière de véritable lutte à la pauvreté est un constat qui est revenu dans tous les groupes rencontrés. *« Notre gouvernement continu de faire des choix qui appauvrissent les plus pauvres. Pourquoi toujours demander aux plus démunis et à la classe moyenne de faire des sacrifices ? »* Car ce sont toujours eux qui en font les frais.

Tous les participants invitaient à une plus large consultation en vue de l'élaboration d'un nouveau plan de lutte à la pauvreté, sans tarder. La consultation a permis de mettre en lumière autant de pistes de solutions intéressantes qui pourront inspirer, afin de répondre adéquatement aux nombreux besoins constatés sur le terrain.

En terminant, un commentaire, ou plutôt une invitation, revenait souvent... ***Soyez sensibles aux réalités vécues par les gens vivant la pauvreté... venez en faire l'expérience sur le terrain... venez voir ce qui se fait, vous comprendrez mieux et pourrez prendre les bonnes décisions!***

Et pourquoi pas ?

ANNEXES

GRILLE D'ANIMATION

EN ROUTE VERS UN PROCHAIN PLAN DE LUTTE À LA PAUVRETÉ
Réalisé dans le cadre d'un mandat du Collectif anti-pauvreté de Lanaudière

Les passages en italique identifient les points de repère de l'animatrice

Durée de la rencontre : **45 minutes (MAX)**

Faire tourner la grille de présences

Date :

Heure :

Lieu :

Nombre de personnes présentes :

La confidentialité sera assurée tout au long de la recherche et dans le rapport.

Introduction (5 minutes)

- Présentation de l'animatrice et du projet
- Présentation des objectifs visés par le questionnaire :
 - I. Identifier **les besoins, les défis et/ou obstacles** auxquels vous faites face dans votre quotidien en matière de... attention, l'animation prendra la forme d'un « speeddating », on veut des réponses rapides!
 - II. **Établir une liste d'actions à privilégier** par le gouvernement dans l'élaboration de son prochain plan de lutte à la pauvreté afin de lutter efficacement contre la pauvreté.

Règles à respecter lors de la discussion

- Respecter le droit de parole de chacun
- Il n'existe pas de mauvaise réponse

Présentation des participants (5 minutes – tour de table)

- Tour de table
 - Chacun se présente : prénom; ville de résidence; groupe représenté.

Utiliser carton et crayon pour noter – ou sur tableau effaçable...

PARTIE 1

IDENTIFIER LES BESOINS, DÉFIS ET/OU OBSTACLES QUE VOUS RENCONTREZ EN MATIÈRE DE ... (20 minutes)

Logement

Transport

Alimentation

Éducation

Salaire

Services publics ou privés et programmes gouvernementaux (impôts, Hydro, Bell, SAAQ, prix de l'essence, santé, etc.)

Préjugés

PARTIE 2

À LA LUMIÈRE DES CONSTATS FAITS, SELON VOUS, QUELLES ACTIONS DEVRAIENT CONTENIR LE PROCHAIN PLAN DE LUTTE À LA PAUVRETÉ DU GOUVERNEMENT (15 minutes)

DES COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS? APPRÉCIATION GÉNÉRALE?

Remise de la carte postale (à récupérer à la fin ou à transmettre dans l'enveloppe préaffranchie). Nous vous considérons comme des experts en la matière puisque vous côtoyez la pauvreté au quotidien. Voici une carte postale que vous pouvez remplir en y inscrivant **VOTRE** proposition. Merci d'y inscrire l'action la plus importante à vos yeux pour lutter contre la pauvreté. Toutes les cartes postales seront acheminées à l'assemblée nationale grâce à l'implication d'André Villeneuve, député de Berthier.

Prise de photo de groupe, chacun tenant sa carte postale!
Merci pour votre participation!

Le FRAPRU constate une aggravation de la situation des locataires de la MRC des Moulins

Terrebonne, le 19 janvier 2015 – « Le nombre de locataires est en nette progression à Terrebonne et surtout à Mascouche. L'augmentation du nombre de ménages locataires en difficulté croît cependant à un rythme encore plus élevé dans la MRC des Moulins ». C'est ce qu'affirme le coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, en s'appuyant sur des données, pour une large part, inédites, provenant de l'Enquête nationale auprès des ménages, menée en 2011 par Statistique Canada.

Ainsi, le nombre de ménages locataires consacrant plus que la limite de 30 % de leur revenu pour se loger a augmenté de 25 % à Terrebonne entre 2006 et 2011, pour atteindre 2690. Parmi ces ménages, 1195 en versent plus de la moitié, dont 425 plus de 80 %. Il s'agit dans ce dernier cas, d'une augmentation de 29 % par rapport à la situation vécue cinq ans plus tôt. Pendant ce temps, le nombre total de ménages locataires s'est accru de 15 % dans la municipalité.

À Mascouche, le nombre de ménages locataires a connu une hausse marquée de 41 %, mais la progression du nombre de locataires payant plus de 30 % de leur revenu en loyer a été deux fois plus importante. Il est en effet passé de 515 à 935, soit une augmentation de 82 %. Le nombre de ménages engloutissant plus de la moitié de leur revenu en loyer s'est pour sa part accru de 57 %, pour se chiffrer à 330.

Certains ménages en arrachent davantage

Le FRAPRU ajoute que, parmi l'ensemble des ménages locataires, ce sont ceux qui ont une femme comme principal soutien financier qui vivent les plus grandes difficultés financières quant au logement. À Terrebonne, le coût du logement représente plus de 30 % du revenu pour 43 % des femmes locataires, alors que c'est le cas pour 25 % des hommes. À Mascouche, ces pourcentages sont respectivement de 45 % et 24 %.

À Terrebonne, les personnes vivant seules sont aussi en très grande difficulté, la moitié d'entre elles consacrant plus de 30 % de leur revenu au loyer et le quart plus de 50 %. Une personne seule sur dix en verse plus de 80 %.

Le FRAPRU ajoute qu'à Mascouche, ce sont les familles monoparentales qui vivent les plus grands problèmes, 49 % d'entre elles payant plus que la norme de 30 % et 25 % plus de 50 %.

« Les gouvernements eux-mêmes affirment qu'un ménage ne devrait pas consacrer plus de 30 % de leur revenu pour se loger, sans devoir sabrer dans leurs autres besoins essentiels. Comment pourrait-on accepter qu'autant de locataires se retrouvent dans cette situation ou pire encore dans la MRC des Moulins? », se demande François Saillant.

Il manque de logements sociaux

Le FRAPRU constate, par ailleurs, que la construction de logements locatifs privés a été faible dans la MRC des Moulins, 499 appartements ayant été mis en chantier depuis 2011, alors que c'était le cas de 2095 unités de condominiums. Il rappelle que le taux de logements locatifs inoccupés n'était que de 2,0 % dans la MRC à l'automne 2014.

Il ajoute qu'en pourcentage, la MRC des Moulins dispose de moins de logements sociaux que le reste du Québec. À la fin de 2013, la région comptait seulement 622 logements publics (HLM), coopératifs et sans but lucratif, ce qui représente 6 % de l'ensemble des logements locatifs. Ce pourcentage est de 11 % à l'échelle du Québec.

Le FRAPRU ne cache pas son inquiétude sur la volonté du gouvernement québécois de continuer à investir dans de nouveaux logements sociaux. Il estime que l'arrêt du financement d'AccèsLogis, le seul programme permettant encore le développement de nouveaux logements sociaux, serait désastreuse pour Terrebonne et Mascouche, comme pour l'ensemble du Québec.

La réaction d'Action-logement Lanaudière

Action-logement Lanaudière a tenu à réagir aux statistiques publiées par le FRAPRU. Sa porte-parole, Amélie Pelland, a déclaré : « Il est incompréhensible de ne pas augmenter le nombre de logements sociaux et abordables en constatant ce portrait inquiétant. La *Société d'habitation du Québec* a mené une étude en 2011 et 2013, sur le logement social et communautaire, où il a été révélé que des mesures telles l'accès à un HLM ou au Programme Supplément de loyer permettent d'économiser des coûts quant à l'utilisation des services publics et favorisent la création d'un milieu permettant l'insertion sociale et professionnelle. Il est temps de voir le logement social comme un investissement plutôt qu'une dépense! »

- 30 -

Pour plus d'informations :

François Saillant, FRAPRU, (514) 522-1010; 514-919-2843 (cellulaire)

www.frapru.qc.ca

@FRAPRU

Amélie Pelland, Action logement Lanaudière, (450) 394-1778

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

St-Gabriel, 23 octobre 2014- Le vendredi 17 octobre dernier ce sont plus de 130 personnes qui ont participé au souper spaghetti organisé par le Comité de lutte contre la pauvreté Brandon dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

Les citoyens et citoyennes de Brandon ont été invités à donner leurs solutions afin de tenter d'enrayer la pauvreté au Québec, ou du moins pour faire une différence dans leurs localités. Cette réflexion s'est faite dans la bonne humeur grâce à la participation appréciée de deux citoyens impliqués, Lucien Gagnon à l'animation et André Ménard au chant.

Les solutions proposées touchent divers secteurs et l'idée d'intervenir en amont des problèmes a été soulevée notamment l'importance d'avoir des programmes adaptés au milieu qui favoriseraient le maintien des jeunes à l'école.

Au niveau de l'emploi plusieurs solutions ont été nommées. Entre autres, augmenter le salaire minimum et contrer le travail à temps partiel puisqu'il est plus facile de s'en sortir financièrement avec un emploi à temps plein. De plus, les gens souhaitent concrètement que les entreprises aient une chance de se développer en région par des subventions. Les milieux de travail devraient, selon eux, faire de la place aux jeunes, leur permettre d'acquérir de l'expérience par des stages mais également faire de la place aux personnes âgées et accepter les personnes sur l'aide sociale qui ont accès à des programmes de réintégration à l'emploi. Au niveau de l'aide sociale, il a été suggéré d'augmenter leur revenu mensuel tout en permettant aux gens de gagner un montant d'argent plus élevé chaque mois par un emploi d'appoint.

En ce qui concerne la répartition de la richesse et les services publics, les gens ont beaucoup parlé du taux d'imposition des grosses entreprises qui devrait être plus élevé. Ils suggèrent également de plafonner les hausses chez Hydro Québec, de diminuer les taxes pour la plupart des produits mais de taxer davantage les produits de luxe comme les grosses voitures ou les bateaux. Ce qui est très important pour les gens de Brandon c'est aussi d'avoir des services chez eux, entre autres, des médecins facilement accessibles au CLSC. Si des logements à prix modiques étaient accessibles, cela serait facilitant. Une belle alternative au manque de logement de ce type a été d'offrir le programme d'allocation logement dès qu'une personne correspond aux critères financiers et pas seulement aux personnes de plus de 65 ans.

Les personnes en situation de pauvreté présentes n'ont pas seulement nommé des solutions qui s'adressent aux autres mais elles se sont impliquées en suggérant de s'entraider, de faire du troc et ont émis le souhait d'avoir accès à davantage de soupers de solidarité comme celui-ci.

D'autres idées, que nous vous présentons en vrac, ont été apportées : un revenu minimum garanti, reconnaître le travail des femmes à la maison, avoir des activités gratuites pour les enfants, favoriser le développement de coopératives et de l'économie sociale.

Finalement, Maélie 7 ½ ans est venue nous dire au micro qu'il faut « sortir dans les rues pour dénoncer les injustices ».

- 30 -

Source : Isabelle Bazinet
450-835-3393, ib.avecdeselles.ca@bellnet.ca

Les messages des participantEs...

- Que la facture d'Hydro-Québec soit proportionnelle au revenu;
- Publicité et promotion des services disponibles;
- Mieux soutenir les ressources afin qu'on puisse mieux soutenir les plus démunis;
- Améliorer le montant de l'aide sociale et offrir des mesures à l'emploi;
- Encourager les jeunes, améliorer les mesures à l'emploi;
- Reconnaître et mieux soutenir les organismes communautaires;
- Éliminer des structures et aller sur le terrain;
- Consolider ce qui se fait déjà et ne pas décentraliser les services car ça contribue à l'isolement des personnes vulnérables;
- Revenu minimum garanti afin que tous puissent vivre décemment et combler ses besoins de base;
- Mettre en œuvre une campagne de lutte aux préjugés sur la pauvreté;
- Favoriser l'accompagnement et les services de proximité;
- Favoriser le retour aux études par des mesures concrètes et favoriser l'accès à l'emploi;
- Éducation civique;
- Soyez sensibles aux réalités vécues par les gens vivant la pauvreté;
- Il est nécessaire de supporter les exclus. Faire de l'employabilité une priorité;
- Plus de logements à prix modique et plus grande accessibilité aux services d'aide;
- Invalide sur l'aide sociale, impossible d'avoir un HLM pour ceux qui n'ont pas d'enfants, sans droit aux animaux – bien s'alimenter, c'est l'enfer, dur d'avoir accès à des fruits et légumes – SVP aidez-nous, j'ai fait 3 tentatives de suicide à cause du manque d'argent;
- Plus d'emplois!
- Diminuer les coûts des logements, Hydro, téléphone et de la nourriture;
- Donner aux pauvres;
- Un salaire aux aidants naturels, les produits pour personnes en perte d'autonomie ont été coupés, pas de budget, ou est l'argent?
- Avoir du transport en commun;
- J'ai appris que mes revenus pour la garde de mon petit-fils que j'ai depuis 6 ans seront coupés à partir de février. La DPJ m'a confié sa garde il y a six ans et je recevais 780\$ par mois, mais là plus rien. Un étranger le recevrais en famille d'accueil et il aurait 1,500\$/mois. Où est la logique?
- J'ai dû demander de l'aide alimentaire car la SAAQ refuse mon indemnité malgré mes démarches. Je suis maintenant sur l'aide sociale maladie, ça a pris 3 mois pour recevoir un premier chèque pour nourrir mon fils. On me donne 8\$/mois pour nourrir un ado...
- Donner un crédit pour ceux qui sont à faible revenu pour Hydro – trop cher! Plus de cuisine communautaire et une rente pour nous aider à subvenir à nos besoins médicaux. Mon mari gagne 1,040\$ par mois et ça lui coûte 300\$ de médicament... il ne reste que 740\$/mois pour tout payer! Inutile de vous dire que ça fait un budget très serré et aucun cadeau de Noël!
- Logement trop cher, nourriture trop chère, pas d'autobus et frais scolaire trop cher! – St-Lin.
- Vous devriez réduire les salaires des gens qui gèrent l'argent (impôt, taxes). Ainsi ils pourraient augmenter les ressources pour les gens dans le besoin. Ils devraient

réduire le coût d'électricité qui est ridicule, le coût du gaz. Augmenter les montants d'argent pour les enfants lorsqu'ils grandissent, augmenter les programmes pour venir en aide aux gens surtout ceux temporairement invalide au travail;

- On vie sur le seuil de la pauvreté et on est malade. J'ai eu le cancer et mon conjoint aussi. On aimerait avoir plus d'aide. Notre service d'entraide nous aide comme ils peuvent, du bon monde, les épiceries, c'est très cher, la vie est dure.
- Préserver les programmes de soutien aux organismes communautaires qui offrent de l'aide directe aux gens dans leurs besoins essentiels (nourriture, logement);
- Cesser les coupures dans les services à la population, entre autres en santé, prévention et éducation;
- Que tous et toutes soient nourris et logé équitablement et dignement;
- Il faut que les besoins de base soient comblés, ensuite, on pourra accompagner les gens en situation de pauvreté pour qu'ils retrouvent un équilibre. Maintenir la prévention, la sensibilisation et l'éducation en amont, financer les organismes à leur mission;
- Financer et favoriser l'implantation et la pérennité du mouvement d'action populaire. Les citoyens qui maîtrisent les connaissances nécessaires à leur quotidien sont préparés à répondre adéquatement aux sollicitations des entreprises et services. On favorise ainsi l'amélioration de leur capacité d'agir.
- Reconnaître davantage les organismes communautaires famille en tant que piliers dans la communauté, augmenter leur financement. On a besoin d'eux plus que jamais!
- Arrêter de prendre dans les poches des petits et faites une bonne gestion de votre budget. Essayer d'être à ma place!
- Augmenter les prestations d'aide sociale, plus d'agents pour répondre aux gens, écouter les propositions du Collectif pour un Québec sans pauvreté.
- Les personnes âgées ont fournis beaucoup à la société, maintenant, elles se font reprocher de coûter cher à la société, pourtant elles ont travaillé beaucoup. Est-ce possible de leur faciliter la vie?
- Essayer de penser à ceux qui n'ont pas de pouvoir vu leur pauvreté, ceux qui ont prêté à notre gouvernement vont être surpris de recevoir le paiement sitôt nous nous trouvons encore plus pauvres.
- Aller chercher l'argent dans les poches des multinationales comme les banques, les pétrolières, Hydro-Québec. Arrêter de venir chercher l'argent dans les poches des petits. On n'en peut plus! Vous n'aidez pas à alléger le système de santé.
- Vous êtes en train d'appauvrir la classe moyenne, vous devriez couper dans les poches des plus riches;
- Que les préposés aux bénéficiaires du bien-être soient empathiques lors des communications entre eux. Qu'ils prennent connaissance de leurs dossiers afin de mieux comprendre la situation des gens.
- Tous les députés devraient avoir l'obligation de faire un stage d'au moins deux mois avec seulement l'équivalent d'un chèque d'aide sociale (et le niveau de vie équivalent) avant d'entreprendre leur mandat, juste pour voir comment on vie bien sur le BS!
- Transport train de l'est trop cher. Mauvaise réception lors d'appels dans les différents services. Au lieu de couper dans les familles, pourquoi ne pas les aider? Vous devriez être plus souvent sur le terrain pour avoir la réalité du milieu.

- Au lieu de couper au niveau des familles, des personnes pauvres, que ce soit au niveau des entreprises des riches des gens bien nantis, alors que les pauvres sont souvent affamés et surtout que tous ces gens sur l'aide sociale à cause de vous, toutes ces personnes sont victimes de préjugés. À cause de vous, ils sont de plus en plus pauvres, alors pensez et donnez à ceux qui en ont besoin et non à vos amis les riches.
- Aidez les centres communautaires à soutenir les pauvres;
- Augmenter le salaire minimum, diminuer les frais de garde scolaire, augmenter le % du salaire lors des congés parentaux;
- Augmenter le salaire, que les pauvres soient moins couper et plus d'argent pour les organismes communautaires.
- Arrêter l'augmentation des coûts, salaire minimum augmenté.
- Plus de logements à prix modiques pour les personnes à faible revenu;
- Augmenter les salaires, diminuer les impôts pour donner plus aux pauvres et moins aux riches, diminuer le coût de l'électricité.
- Tarif d'Hydro réduit au minimum – c'est un produit canadien!
- Rabais dans les supermarchés pour avoir plus d'accès à la viande ou augmenter les chèques, avec toutes les augmentations du reste de nos besoins. Chercher des sous aux plus riches pour donner aux plus pauvres.
- Arrêter de débâter la structure socio-économique du Québec.
- Hydro envisage encore augmenter les frais alors qu'ils ont des surplus et qu'ils paient des millions par année à des compagnies de gaz pour ne pas produire. Contrairement à ce qu'on nous a dit, les nouveaux compteurs à micro-ondes coûtent plus cher! Situation intolérable.
- Construire des logements à prix modiques, des centres d'hébergement, de l'aide aux personnes dans le besoin, électricité trop chère, richesse mal distribuée.
- Aider les parents qui sont obligés de laisser leur travail parce qu'ils sont aux prises avec un enfant handicapé et malade. Baisser l'Hydro-Québec. Donner plus pour que l'on ait au moins une vie raisonnable et arrêter de souffrir du besoin. Arrêter de profiter avec vos taxes et augmentations des besoins essentiels.
- Avoir plus d'aide aux familles dans le besoin pour aider les enfants à avoir tous ce qu'ils ont besoin pour bien grandir.
- Augmentation de l'aide financière, plus de tolérance de la part d'Hydro-Québec et des logements à prix modique.
- Augmentation des prestations.
- Plus d'appartements à prix modique. Hydro-Québec, c'est trop cher!
- Tout augmente, mais pas les revenus. Des logements à prix modique!
- Je propose que l'aide aux organismes communautaires soit augmentée. Les compagnies qui font trop de profits devraient réinvestir sinon, taxons les plus. Une fois que celles-ci investissent plus, ils créent plus d'emplois, ainsi, une vraie lutte au chômage commence.
- Il est question d'aider les personnes (avec moins d'argent). Valoriser ceux qui sont plus sages, comme pour les HLM. Aucune consommation d'alcool ou drogue et avec un bon cheminement. Je crois qu'on ne peut pas aider une personne qui consomme.
- Arrêtez l'austérité, plan nord – NON, Banque du Québec – OUI. Donner une prime aux familles qui font l'école à la maison, du transport public et en infrastructure.
- Le seul problème, c'est la richesse!

- Donner la somme que vous donnez aux garderies directement aux familles à toutes les semaines pour qu'on puisse décider de rester à la maison avec nos enfants au lieu d'aller travailler. D'avoir un véritable choix.
- Hydro-Québec est supposé nous appartenir. On a déjà payé des taxes pour se l'approprier. Là, c'est le contraire. On continue de nous taxer de plus en plus. Il y a de l'abus de la part du gouvernement. L'Hydro devrait être gratuit pour les habitants du Québec. Baisser la TVQ. Créer de l'emploi dans les régions, surtout défavorisées. Soutenir davantage les organismes. Que les gouvernements n'oublient pas que c'est le peuple qui les paie. L'argent doit revenir au peuple.
- Offrir aux assistés sociaux d'augmenter leur revenu en faisant des travaux; par exemple nettoyer le long des routes du Québec, des cours d'eau, etc. Ça ferait beaucoup de bien à notre paysage québécois!
- Rappeler à Hydro-Québec sa vocation première, soit fournir de l'électricité aux québécois à un taux le plus bas possible et non de consentir des taux et vendre nos surplus aux américains. Si les américains ont absolument besoin de nos surplus d'électricité, qu'ils soient prêts à en payer le prix. Les garderies à prix abordables sinon la plupart des mères devront éventuellement laisser leurs emplois qui sera finalement plus économique que d'occuper un emploi.
- Plus de choix pour les logements, plus d'aide pour trouver un emploi.
- Investir en éducation et s'assurer que les sommes servent à l'éducation.
- Investir en éducation, plus de paliers d'imposition.
- Aider les familles à avoir accès à de meilleurs services d'éducation. Priorités : alphabétisation, cours pratique pour contrer le décrochage scolaire.
- Augmenter le salaire minimum, valoriser l'éducation en étant nous-mêmes des modèles à communiquer.
- Lorsque soudains pour cause de maladie ou autre on reçoit de l'aide de dernier recours, on devrait déjà donner la liste des organismes pour nous aider à ne pas s'enfoncer pour ne pas se ramasser dans la rue et ne plus être capable de payer nos dettes. Avoir un organisme qui nous apprend à nous débrouiller pour avoir tous les services et se débrouiller par la suite pour s'en sortir. Bref, de l'information pour se démêler dans toutes les ressources.
- Mettre le tarif des autobus la même chose que les autres villes. Mettre le salaire minimum à 12 ou 13\$ de l'heure. Garder les garderies à 7\$ pas plus car par les moyens de payer plus cher. Arrêter de vous lancer la balle quand quelqu'un est gravement malade.
- Augmenter les revenus et aide aux personnes âgées. Ne pas couper les services essentiels.
- Logement et nourriture trop chers!
- Augmenter l'allocation au logement versée aux gens à faible revenu pour contrer les hausses de loyers. Qu'attendez-vous pour vous porter au secours de ces milliers de personnes atteintes de problèmes, notamment en santé mentale. Personnes souvent abandonnées à elles-mêmes, sans ressource aucune ou presque pour s'en sortir.
- La population a besoin de plus de logements subventionnés. Plus d'argent pour consolider! Vous donnez pour des subventions pour certains projets, cela cause de la demande et après, il n'y a pas de suite.
- Les logements soient plus accessibles pour les gens à faible revenu. Qu'il y ait plus de ressources au niveau alimentaire tout au long de l'année car aujourd'hui, tous les

aliments coûtent chers. Centralisation au niveau des banques alimentaires. Aider les gens dans toutes les sphères mentionnées (transport, logement, ...).

- Plus de logements sociaux, favoriser le montant de 25% pour ceux qui ont pas de HLM, exempter ceux qui vivent dans la pauvreté.
- Instaurer un revenu minimum garanti couvrant les besoins de base de chaque individu. Ce régime pourrait remplacer les autres régimes existants. Un tel revenu permettrait d'assurer à chacun ce qu'il faut pour mieux s'organiser et diminuerait les conséquences reliées à la pauvreté : mendicité, alcoolisme, santé physique et mentale.
- Que les besoins essentiels soient remis à la hausse, que vous arrêtiez de jouer à l'autruche, que l'exclusion sociale soit chose du passé, que vous instauriez une politique sociale égale à la grandeur de votre hauteur.
- Revenu minimum garanti.
- Bâtir des logements subventionnés.
- Tarif raisonnable pour la consommation d'électricité.
- S.V.P., faites des logements subventionnés.
- Diminuer les taxes.
- Démissionner!
- Augmenter le salaire minimum, baisser le prix des garderies... ou démissionner!
- Augmenter le salaire minimum.
- Augmenter le salaire minimum, meilleur service dans les organismes.
- Augmenter le salaire minimum, augmenter l'aide de l'IVAC, facilité d'accès aux rentes d'invalidité, augmenter l'aide sociale.
- Mieux soutenir le milieu communautaire, cesser de couper!
- Plus d'argent pour le communautaire, c'est une priorité pour les familles pauvres!
- Augmenter les allocations logement. Envoyer des subventions pour nous aider à avoir des emplois raisonnables et débarquer de l'aide sociale.
- We need more programs for the poor and out of work. We need more money for people to live on because what the government give us is not enough to live on.
- Augmenter le salaire des préposés au privé.
- Aider le monde dans le besoin.
- Ce serait mieux d'arrêter de hausser Hydro-Québec.
- Couper vos salaires de fonctionnaires pour donner aux plus pauvres. Arrêter de couper dans les subventions pour aider la population. Un bon leader pense à lui en dernier et donne aux gens en premier. Aussi, arrêter de couper dans la subvention pour les hôpitaux et soins de santé pour votre population.
- Hydro-Québec, garderie, aide sociale.
- Hydro-Québec à un tarif raisonnable, création d'emplois en région.
- Je propose que l'on fasse comme dans d'autres pays, que l'état fournisse gratuitement un terrain et tous les matériaux nécessaires à la construction de petites maisons individuelles pour les familles à faible revenu ou personne seule et de bonifier l'aide sociale à 1,300\$ par mois tout en faisant travailler ces personnes dans un projet constructif pour aider la communauté.
- Nous avons besoin de logements sociaux à prix abordables car les personnes seules ne peuvent payer selon leur faible revenu. Soutenons les organismes communautaires qui côtoient de près cette population.
- Monsieur Couillard, avez-vous déjà manqué de nourriture??? Vos enfants ont-ils déjà pleuré le vendre vide???

- Arrêtez les mises à pied. Avoir un travail résout le problème de la pauvreté (au moins le réduit). Imposer les plus riches! Faciliter l'accès à l'emploi des immigrants à la première expérience québécoise.
- Comme la pauvreté est de nature psychologique, sociale, matérielle, il est important de continuer à conserver les organismes qui œuvrent en prévention. Ce soutien permet de les soutenir globalement dans leur cheminement afin de les amener vers une autonomie et leur prise en charge.
- Pour lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités sociales : soutenir adéquatement l'éducation de nos jeunes au plus bas coût possible; soutenir la réalisation de projets pour ceux qui ont décroché vers l'emploi; assurer des politiques salariale équitables entre employés et patron; empêcher les évasions fiscales; investir dans le développement des communautés et services publics.
- Diminuer les coûts de tous les transports en commun. Banque alimentaire sous forme d'aide épicerie solidaire. Plus d'aide nos jeunes familles qui commencent avec un bébé, enfants malades ou problème de santé mentale.
- Augmenter le salaire minimum afin qu'une personne après une semaine normale ne soit plus sous le seuil de pauvreté. Ainsi, cela permettrait d'obtenir un plus gros service de consommation au lieu de se contenter du minimum.
- Revoir l'imposition des entreprises; imposer les fiducies familiales; imposer l'ensemble de la population avec plusieurs paliers d'imposition (minimum 16); permettre au protecteur du citoyen d'intervenir dans toutes les instances québécoises (ex. : Hydro-Québec); augmenter le salaire minimum et l'aide sociale.
- Le respect des bénéficiaires des gens en manque de ressource.
- À mon avis, il faudrait augmenter le salaire minimum et faire une meilleure redistribution des richesses. Être plus à l'écoute des citoyens et de leurs besoins ainsi que les organismes communautaires qui proposent des bonnes idées. Permettre un meilleur accès à l'éducation en diminuant les frais et aussi pour l'alimentation, transport et logement (un faible coût pour les personnes à faible revenu).
- Interdire aux supermarchés ainsi qu'aux restaurants de jeter de la nourriture qui est encore bonne à consommer. Ne pas leur permettre de faire du compost avec la nourriture qui pourrait être consommée.
- Arrêtez de couper dans les organismes et programmes sociaux.
- Pensez à la classe moyenne.
- Pensez à la classe moyenne et aux démunis. Arrêtez d'enrichir les riches!
- Mettre les prix dans les magasins moins dispendieux.
- Il faut aider les plus pauvres!
- Arrêtons la pauvreté!
- Il faut que ça cesse.
- Développer davantage le transport pour les gens à faible revenu; aider financièrement les organismes communautaires en tenant compte des réalités car le financement actuel n'est pas suffisant; aider les gens à faible revenu à se loger à bon prix dans des logements convenables.
- Accroître le salaire minimum pour sortir de la pauvreté et légiférer pour éviter que les épiceries et restaurateurs jettent leur nourriture bonne à la consommation ou l'orienter vers le compost.
- Étant un organisme famille mais ayant la particularité de faire du dépannage alimentaire, aucun palier gouvernemental surtout pas provincial ne nous supporte concrètement au niveau financier ce qui affame encore plus les familles défavorisées

car nous devons en refuser, ce qui est aberrant! Monsieur Couillard, avez-vous déjà manqué de nourriture? Vos enfants ont-ils déjà pleuré le ventre vide?

- Il est certain qu'il faut arrêter de couper dans nos services. Il faut les enrichir pour venir en aide à plus de citoyens et diminuer la pauvreté. Il faudrait augmenter le revenu de l'aide sociale afin qu'il comble la totalité des besoins ce qui serait une bonne chose. Arrêtez de couper dans les choses utiles.
- Si tous les gens avaient payé les taxes comme il se doit, les paradis fiscaux seraient moins présents. Tout cet argent pourquoi? Les détenus ayant droit aux avocats et nous n'ayant pas droit à un petit surplus. Un petit paradis terrestre peut-être. Toute personne a sa valeur.
- Verser aux personnes prestataires d'aide sociale des prestations qui leur permettent d'avoir accès à un logement convenable, de s'alimenter suffisamment et sainement et de pouvoir faire face au coût de la vie.
- Que la nourriture soit à des prix accessibles, en relation avec l'indexation de nos salaires, pas plus. Qu'Hydro-Québec soit moins cher pour les moins bien nantis; droits juridiques accessibles pour les moyens qui devient de plus en plus pauvres; plus de support aux jeunes pour l'inclusion sociale.
- Lâchez les pauvres et la classe moyenne et allez vers les riches! Attaquez ceux qui font de l'argent sur le bras des pauvres. Le manger-nourriture pas égale avec le salaire minimum du tout. Soins santé et dentiste!
- Mieux soutenir financièrement les organisations qui font de l'éducation auprès des familles : cuisine communautaires, gestion du budget, ateliers culinaires, afin de s'assurer que les familles actuelles et les citoyens de demain soient outillés pour maximiser les ressources mises à leur disposition.
- Instaurer une mesure concrète et sensée pour contrôler l'abus des hausses d'électricité. Être privé d'électricité en 2015 parce qu'une famille ne peut assumer les coûts de factures, c'est tout simplement inacceptable!
- Réinjecter des fonds afin de poursuivre le travail réalisé dans les milieux dans le cadre du Plan d'Action Régional en Solidarité et Inclusion sociale (PARSIS). Plusieurs projets permettant de réduire la pauvreté ont dû être arrêtés vu l'arrêt du financement.
- Augmenter le financement octroyé aux municipalités afin qu'elles puissent augmenter le développement des services de transport et de taxibus. Ce projet ne couvre pas tout le territoire de Lanaudière, ce qui fait que certaines familles n'ont pas de moyens pour se déplacer et utiliser les services.
- Avoir accès à des logements à prix raisonnables et avoir plus de HLM. Avoir un salaire en fonction du coût de la vie.
- Le manque d'emplois, le manque de transport pour aller dans les villes ou il y a de l'emploi serait le fun qu'ils ont une navette qui fait les villages, pas juste Joliette mais tous. Le manque de logement HLM pour personne seule aussi serait apprécié car y'en a pas un 3 ½ à 700\$ pas tout le monde qui a les moyens de payer ça.
- L'amélioration continue de l'accès, sans discrimination, à des services publics universels et de qualité.
- Baisser les hausses d'Hydro pour que les personnes à faible revenu ne se fassent pas couper l'électricité encore en 2015.
- Poursuivre le versement des allocations familiales pour enfant jusqu'à 21 ans avec preuve de fréquentation scolaire. Les frais alloués aux enfants après 18 ans pour la scolarité sont plus élevés qu'à l'enfance, exemple : coût par session, matériel scolaire,

appartement, s'il y a lieu, transport, etc... Une autre proposition serait d'accorder des bourses d'études aux étudiants en baissant le seuil des revenus des parents.

- En tant que maman, un meilleur financement des maisons de la famille pourrait apporter une plus grande opportunité aux familles pour des retours aux études ou sur le marché du travail et avoir ainsi plus de temps de qualité en famille.
- Un meilleur financement des groupes communautaires afin d'offrir un maximum de services aux familles et qui pourrait ainsi contrer la négligence et la pauvreté.
- Le sous-financement des organismes communautaires autonomes affecte la population québécoise sur plusieurs niveaux. Les employés s'appauvrissent puisque les salaires n'augmentent pas comparativement au coût de la vie. Les coupes dans le financement engendrent des coupures de postes donc l'augmentation du taux de chômage ainsi que moins de services à la population. Moins de services égale moins de prévention, moins de sensibilisation, plus d'isolement, plus de pauvreté, bref, plus de problèmes sociaux.
- Il est plus que temps d'écouter ce que la population a à vous dire, d'entendre les besoins qu'elle exprime! Avec une économie basée sur la consommation, nous ne tiendrons plus très longtemps à ce rythme. Favorisez l'économie sociale, plus respectueuse de l'individu et de l'environnement et mettez en place des mesures concrètes de réinsertion en emploi.
- Distancez-vous de votre idéologie basée sur l'économie d'abord pour revenir à l'économie au service de l'individu (et non l'inverse). Que les compagnies paient leur juste part d'impôt, éliminer les abris fiscaux, récupérer les argents publics qui ont été volés par les fraudes, les collusions d'entreprises et des partis politiques, les bandits à cravate; bref, financer adéquatement les organismes communautaire, vous réaliserez ainsi une plus grande équité entre les hommes et femmes. Référez-vous à des économistes qui ont une vision sociale et globale du bien-être de la population.

« En route vers un nouveau plan de lutte à la pauvreté, les constats et propositions des lanaudoises et lanaudois en matière de... »



Collectif anti-pauvreté de Lanaudière – porteur du projet
Lisette Falker, chargée de projet

Mise en page : Lisette Falker, chargée de projet

Crédits photos : Jimmy Vigneux pour la page couverture et Lisette Falker pour les photos contenues au document.

Comité de lecture : Lisette Falker, Isabelle Rousseau, Robert Hénault et Marion Grimault

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Septembre 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque Nationale du Canada

© Collectif anti-pauvreté Lanaudière, 2015.

ISBN version imprimée 978-2-9815337-0-8

ISBN version PDF 978-2-9815337-1-5

Afin d’alléger le texte, le masculin est parfois utilisé pour désigner les deux sexes, sans discrimination aucune. Des noms fictifs ont été utilisés pour illustrer les témoignages.

La production de ce rapport a été rendue possible grâce à la contribution financière de du Collectif pour un Québec sans pauvreté.....

Il est possible de se procurer ce rapport auprès de :

Collectif anti-pauvreté Lanaudière

Collectif_anti-pauvrete_lanaudiere@live.ca

Téléphone : 450-752-4700

Télécopie : 450-760-3586